



L'Europe au secours de l'automobile française

Paris va demander à Bruxelles l'intervention du fonds antichoc en faveur de la filière.

FACE à la crise automobile, le gouvernement a deux fers au feu. Le ministre délégué à l'Emploi, Gérard Larcher (*notre photo*), a saisi le sommet informel de Berlin, où il a rencontré ses homologues, pour demander l'intervention du fonds

d'ajustement à la mondialisation en faveur du secteur. La France déposera formellement sa demande à Bruxelles à la fin du mois. Une première pour ce fonds antichoc créé dans la foulée de l'affaire Hewlett-Packard en 2005, et doté de

500 millions d'euros par an. Il a vocation à apporter son aide si la menace sur les emplois est clairement liée à la mondialisation et concentrée sur un secteur économique dans une région précise. C'est le cas de l'automobile et du Jura.

Parallèlement, le gouvernement surveille comme le lait sur le feu les négociations entre constructeurs et équipementiers sur les délais de paiement. Il espère un accord dans les tout prochains jours.
Page 26